

leur système de finance et de banque, ils ont créé un puissant système de banques de réserve dont chaque banque du pays doit faire partie si elle veut réussir. Toute l'organisation financière de ce pays est aujourd'hui sous la direction du congrès, sous la direction du gouvernement, tout comme ses chemins de fer ont été sous la juridiction de la commission du commerce entre-états. D'après ce que je puis voir, les Etats-Unis vont profiter de la direction qu'ils exercent sur les banques pour assujettir ce genre d'opérations à une direction.

Je prédis qu'il sera défendu aux banques des Etats-Unis d'employer les épargnes du public pour favoriser l'agiotage relatif aux denrées principales. Je ne conçois pas d'autre moyen de remédier à la situation dans laquelle nous avons été précipités.

On peut observer quels ont été les résultats des courses de chevaux. Nous les avons tolérées en ce pays et bientôt nous ne pourrions plus leur imposer de bornes. Nous avons rendu des lois à ce sujet et l'Angleterre a aussi établi des ordonnances destinées à mettre fin à ce jeu de hasard. Des gens qui n'ont jamais élevé de chevaux en qui ne connaissent rien de l'élevage risquent de fortes sommes sur les courses, et la plupart perdent. Il en est ainsi de la spéculation sur les denrées principales de ce pays. Je ne sais guère comment on l'enrayera, mais il faut qu'on la fasse cesser par quelque moyen. Les ennuis que le sucre a causés à la population canadienne et qui ont été accentués depuis une semaine ou deux, ont leur source dans ce fléau de l'agiotage. Je me demande à quel point les cultivateurs de l'Ouest se sont préoccupés de l'affreuse exploitation du blé et de leurs autres récoltes résultant des risques encourus à la bourse des blés de Chicago. Il est temps que le Parlement canadien et le Congrès américain prennent des mesures à ce sujet. Je n'aimerais pas voir l'Etat obligé de gérer le commerce des céréales de ce pays, mais le public pourra être contraint de l'exiger, s'il ne trouve pas d'autre remède à la situation actuelle.

Le règlement m'empêche de faire allusion à ce qui se passe au comité des banques ou au comité de l'agriculture; cependant, il est une chose que je signalerai au premier ministre: la nécessité d'une nouvelle loi sur le droit électoral, loi qui mettra tous les citoyens, hommes ou femmes, sur un pied d'égalité, qui reconnaîtra que tous ont droit d'être représentés de quelque manière et que le bulletin de l'un vaut autant que celui d'un autre. Ce pays n'a pas encore admis qu'il doit en être ainsi.

Or, le premier ministre se rendra peut-être en Angleterre cet été pour assister à une conférence impériale. Avant son départ, il

me plairait d'entendre expliquer dans cette enceinte de quelle manière les délibérations auront lieu. Les dominions seront-ils sur le même pied que la métropole, ou bien y aura-t-il un chef quelconque? Prendra-t-on des engagements au nom du Canada avant que nous ayons l'occasion de les examiner ici? Selon moi, il devrait y avoir, avant cette conférence, une discussion complète et loyale au Parlement de toute l'affaire—du rôle que nous y tiendrons—afin de savoir si nous serons liés sans que les Chambres soient consultées au préalable, et aussi si l'un des résultats de la conférence sera de nous reconnaître le droit qui a été conféré à l'Australie, celui de rédiger et de modifier à notre gré notre propre constitution.

Ces problèmes ne se rattachent peut-être pas directement au tarif; cependant, ils se rapportent à la prospérité du pays, et je les soulève surtout dans le dessein de donner lieu à de nouveaux débats sur le sujet.

Nous possédons un réseau national de voies ferrées dont la réussite est certaine. Nous avons un pays qui se rétablira malgré le revers qu'il a essuyé. Bien que les affaires n'aillent pas à présent, un avenir glorieux est réservé au Canada. Nous recevrons plus d'immigrants; notre territoire se peuplera davantage; mais, il nous faut avant tout faire droit à l'ouest canadien, ainsi qu'aux régions qu'arrosent les eaux de l'Atlantique. Cet état de choses est sous nos yeux et nous devons nous en occuper. Les griefs existent; ma sympathie est acquise à ceux qui nous les exposent. J'espère donc que nous aurons bientôt une loi des banques qui tendra à créer un système de crédit au bénéfice des cultivateurs de là-bas, et que la prospérité régnera de nouveau au Canada et dans tous les pays de la terre. D'après les journaux de ce matin, une nouvelle guerre semble menacer le monde, et il nous faut découvrir un régime financier qui nous rendra indépendants et nous permettra de nous passer des nations qui provoqueraient un autre conflit universel. Le Parlement peut bien se permettre de consacrer plus de temps à la discussion de ce problème, et de se rendre indépendant pour assurer sa grandeur présente et sa gloire future.

M. HUDSON: Monsieur l'Orateur, je m'unis aux députés qui ont pris la parole pour rendre un témoignage d'estime et d'amitié au ministre des Finances (M. Fielding). J'agis ainsi, bien que je me sente obligé de différer d'avec lui relativement à plusieurs de ses projets.

Le budget renferme bien des choses importantes pour le pays et je me propose d'en discuter brièvement deux ou trois. En premier lieu, le ministre sollicite l'autorisation de